

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE

1, rue François Mitterrand
76920 Amfreville-La-Mi-Voie

Références :UDRD.2026.04.T.170
Code AIOT : 0005801058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE implanté 1, rue François Mitterrand 76920 Amfreville-la-Mi-Voie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite conjointe avec le service risques de la DREAL Normandie avait pour but, d'une part, de suivre les demandes formulées lors de la visite du 18/09/2025 et de l'arrêté d'astreinte qui en a découlé (objet du présent rapport). D'autre part, elle visait à faire un point sur la surveillance environnementale du site (qui fera l'objet d'un rapport distinct).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE
- 1, rue François Mitterrand 76920 Amfreville-la-Mi-Voie
- Code AIOT : 0005801058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société PRYSMIAN Câbles et Systèmes France est spécialisée, pour ce qui concerne son établissement d'Amfreville La Mi-Voie, dans la fabrication de câbles électriques basse tension (en aluminium). Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 21/07/2020.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation d'eau	AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1	Sans objet
2	Programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 2.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pu montrer à l'inspection qu'il a mis en place les mesures demandées dans le cadre de la première partie de l'astreinte soit l'utilisation du forage n°2 au lieu du forage n°3 pour alimenter le processus de fabrication ainsi que la mise en place de variateur de débit sur la pompe de forage n°2. Ces mesures lui ont permis de diminuer sa consommation en eau en repassant sous la valeur maximale autorisée de 35 m³/t de produits fabriqués sur les trois premiers mois de l'année 2026. Toutefois, l'exploitant doit maintenant confirmer le respect du prélèvement maximal sur toute l'année 2026 afin de pouvoir satisfaire à la première partie de l'astreinte. Il pourra pour cela mettre en place les actions identifiées dans l'audit "eau" à savoir installer des compteurs d'eau sur les différents postes de consommation ainsi qu'installer un système de refroidissement en circuit fermé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : 3) L'exploitant respecte les dispositions de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2020 susvisé. La disposition est réputée respectée si l'exploitant justifie : <ul style="list-style-type: none">- dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, la réduction de minimum 10 % de la consommation d'eau par rapport à la consommation de 2022 (600 270 m³) ;- dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, le respect d'un prélèvement maximal annuel en nappe inférieur à 35 m³ par tonne de produit fabriqué.
Constats : Suite à la visite du 30/08/2024, il avait été constaté qu'en 2023, les quantités d'eau prélevée ont été les suivantes : 484 860 m ³ pour une production de câbles de 9768 tonnes, soit 49,6 m ³ d'eau utilisée par tonne de produits fabriqués. Les quantités d'eau prélevées ont donc été réduites d'environ -19 % par rapport à 2022, ce qui respecte le premier alinéa du point 3 de la mise en demeure dans le délai prescrit. Concernant le deuxième alinéa du point 3 de la mise en demeure

relatif au respect d'un prélèvement maximal annuel en nappe inférieur à 35 m³ par tonne de produit fabriqué, l'échéance pour la mise en conformité n'était alors pas encore dépassée.

Lors de la visite du 18/09/2025, soit après l'échéance de la mise en demeure, sur la base du rapport de l'audit "eau", il a été constaté que le site a consommé sur les deux derniers mois de 2024, 46 m³/t de produits fabriqués. Aussi, deux astreintes administratives de 100€/j, avec délais de carence différés dans le temps ont été prises en vue de s'assurer de la mise en conformité des installations.

Dans un premier temps, l'exploitant était redevable de 100€/j à compter du 1er avril 2026, en l'absence de justification de l'utilisation du forage n°2 au lieu du forage n°3 pour alimenter en eau le processus de fabrication et pour la mise en place des variateurs de débit sur la pompe du forage F2. C'est l'objet du présent rapport d'inspection.

Dans un second temps, l'exploitant sera redevable de 100€/j à compter du 1er avril 2027 en l'absence de justification de la mise en œuvre de compteurs sur les différentes sections identifiées dans l'audit et de mise en place d'un outil de supervision pour assurer un suivi en temps réel des consommations d'eau ainsi que la mise en place d'un système de refroidissement en circuit fermé sur les lignes de productions.

L'exploitant a transmis le 19/12/2025, un rapport d'intervention et de mise en service d'un variateur de débit sur la pompe de forage n°2 en date du 04/11/2025. De plus, lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir rebasculé depuis le mois de décembre 2025 sur le puits de forage n°2 pour alimenter son process de production, comme demandé par l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que ce basculement de forage ainsi que l'installation du variateur de débit sur la pompe F2 lui aurait permis de consommer :

- 31,9 m³/t de produit fabriqué en janvier 2026
- 29,3 m³/t de produit fabriqué en février 2026
- 27,2 m³/t de produit fabriqué en mars 2026

Cette consommation d'eau sur les trois premiers mois de l'année (moyenne de 29.5 m³/t) est encourageante et reste en dessous des 35 m³/t prescrits. Elle permet de statuer sur le respect momentané de la première partie de l'astreinte. Cependant, l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2020 qui autorise l'exploitation réglemente notamment les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sur la base d'un prélèvement maximal annuel.

Ainsi, si l'exploitant respecte pour l'instant la prescription, l'inspection considérera la première échéance de l'astreinte pleinement respectée lorsque l'exploitant pourra démontrer qu'il n'a pas dépassé la limite de 35 m³/t sur l'ensemble de l'année 2026.

En outre, l'exploitant a confirmé son souhait de mettre en œuvre le reste des solutions proposées à l'issue de l'audit eau, en installant 13 compteurs d'eau ainsi qu'un système de refroidissement en circuit fermé. Une demande d'investissement de 175k€ a donc été formulée en ce sens par l'exploitant au groupe afin de mettre en œuvre ces mesures. L'exploitant a néanmoins émis des doutes sur la faisabilité d'un déploiement de ces deux solutions avant l'échéance d'avril 2027 et évoque probablement le deuxième semestre 2027.

L'inspection a profité de cette visite pour rappeler à l'exploitant l'importance de la mise en place de ces actions d'économie d'eau. Outre la nécessité de disposer des compteurs pour mesurer les consommations d'eau poste par poste et permettre à l'exploitant de dégager des scénarios d'activités partielles en cas de sécheresse, l'installation d'un système de refroidissement en circuit

fermé contribuera également au respect du débit maximal de 378 m³/j prescrit dans l'arrêté préfectoral du 21/07/2020 (bien que cet objectif n'ait pas été visé par la mise en demeure du 21/04/2023). Enfin, le système de refroidissement en circuit fermé au lieu du flux continu ouvert permettra aussi à l'exploitant de limiter le risque de pollution via ce canal.

Observation:

Concernant la 1ère échéance, c'est en bonne voie de résolution. Aussi, aucune liquidation de l'astreinte n'est proposée, ce point de l'arrêté d'astreinte est levé. L'inspection vérifiera à l'issue de l'année 2026 conformité de la consommation spécifique sur la base d'une moyenne annuelle, et statuera sur les suites éventuelles en cas de non conformité. Le 2ème point de l'astreinte n'étant à ce stade pas encore échu, il n'est proposé aucune suite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Programme d'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 2.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Prescription contrôlée :

Les résultats de l'auto surveillance des émissions dans les eaux superficielles et souterraines, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Constats :

Le 01/04/2026, l'inspection a rappelé l'exploitant par courrier qu'aucune déclaration d'auto surveillance n'a été transmise sur l'application GIDAF pour les eaux superficielles de l'installation sur les mois de janvier, février et mars 2026. Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que ce retard était dû à un délai exceptionnellement long de la part du bureau d'étude pour lui transmettre les résultats d'analyses. Depuis, les déclarations des mois de janvier et février ont bien été transmises.

Observations : L'exploitant veillera au respect du délai de téléversement des données d'autosurveillance sur GIDAF du mois avant la fin du mois suivant.

Type de suites proposées : Sans suite